

encore que la prospérité du Canada dépend du commerce américain—nous ne devrions jamais oublier, dis-je, de nous demander comment les États-Unis, dans les conditions commerciales que je viens d'indiquer, pourraient nous apporter une prospérité plus grande que celle dont nous jouissons actuellement, et plus considérable que celle qu'ils possèdent eux-mêmes.

Permettez-moi, maintenant, M. l'Orateur, de dire quelques mots sur la question de notre revenu. Vous n'ignorez pas que durant les dernières années, nous avons eu des déficits. En 1894, le déficit s'est élevé à \$1,200,000; en 1895, il était de \$4,100,000; en 1896, il était de \$330,000; et en 1897, de \$519,000. Je sais que le gouvernement libéral ne veut pas être tenu responsable du déficit qui a signalé l'année 1897, il veut en rejeter la faute sur le gouvernement qui l'a précédé, et il prétend avoir été obligé de rencontrer des obligations contractées par le parti conservateur alors qu'il était à la tête des affaires; mais quant à ce qui concerne l'année 1898, de même qu'il ne peut y avoir de doute sur ceux qui sont tenus d'en prendre la responsabilité, il ne peut y avoir de doute non plus, sur le parti qui a droit au mérite. Qu'est-il arrivé.

En 1898, mon honorable ami, le ministre des Finances, s'est présenté devant la Chambre.—Non pas avec un déficit du genre de celui qui avait existé durant les années précédentes—mais bien avec un excédant remarquable—je pourrais peut-être dire magnifique—de \$1,722,000. Or, il n'est que juste, M. l'Orateur, que nous nous rappelions les circonstances dans lesquelles cet excédant a pris naissance. Il est quelquefois bien facile de créer un surplus; cela peut se faire soit en augmentant les droits, ou le fardeau des taxes; mais ce n'est pas une tâche facile que celle qui consiste à créer un surplus tout en diminuant d'une façon sensible le lourd fardeau des taxes qui pèse sur le peuple. Cependant, que constatons-nous? Nous constatons que le parti libéral a réduit le fardeau des taxes considérablement, et cela, premièrement, en plaçant différentes marchandises comme le maïs, le fil d'engrèbe et le fil de fer barbelé sur la liste des objets admis en franchise; puis en réduisant d'une manière sensible les droits sur divers articles, tels que les outils et les instruments d'agriculture; mais principalement en opérant une réduction de 12½ pour cent sur toutes les marchandises importées d'Angleterre. Quel est le véritable résultat de toutes ces réductions? La chose est facile à constater, si l'on veut bien consulter le calcul préparé par l'honorable ministre des Douanes (M. Paterson), qui n'a pas été contredit à ma connaissance—lequel démontre que si l'ancien tarif était resté en vigueur jusqu'en 1897, cela aurait eu pour effet d'augmenter les revenus de près \$1,900,000. Je me crois donc justifiable de dire, dans les circonstances, que si l'honorable ministre des Finances (M. Fielding) avait eu à administrer les finances du pays sous l'empire de l'ancien tarif, il aurait certainement été en

état de présenter à la Chambre un surplus non pas de \$1,722,000, mais d'au moins le double de ce montant.

Mais, ce n'est pas tout. Les rapports indiquent que nous avons un surplus pour les huit derniers mois, un surplus véritable de deux millions et demi de piastres; et si les choses continuent de suivre cette marche ascendante durant le reste de l'année financière, ce surplus atteindra certainement trois millions et quart. Il n'est que juste, M. l'Orateur, qu'en reconnaissant ce surplus et en en donnant crédit à qui de droit, nous prenions en considération les circonstances dans lesquelles il a été réalisé. Non seulement les taxes qui existaient durant les dernières années ont été enlevées, mais on a continué les réductions sur les taxes commencées en 1897, et en 1898, des modifications importantes ont aussi été faites en ce sens. Il y a d'abord la réduction de 12½ pour cent, qui est devenue en vigueur le premier juillet; puis la réduction dans le port des lettres domestiques de 3 à 2 cents; et la réduction dans le port des lettres expédiées dans la mère patrie de 5 à 2 cents. Je mentionne ces faits pour démontrer que le fardeau des taxes qui pesaient sur le peuple de ce pays a été considérablement réduit, et aussi pour confirmer ce que j'ai dit en commençant: c'est-à-dire, que quelque remarquable que puisse paraître la réalisation d'un surplus de deux millions et demi de dollars, et l'espoir de le voir se rendre à trois millions et quart à la fin de l'année, ce résultat est encore plus beau, si possible, par suite des circonstances et des faits qui lui ont donné naissance.

Je pourrais faire ici allusion à d'autres questions dont il n'est pas fait mention dans le discours du Trône, mais qui n'en sont pas moins dignes de considération. Il n'y a pas encore bien longtemps, les honorables membres de la gauche avaient l'habitude de dire que nous étions de véritables cannibales, ne songeant qu'à retirer tout le bénéfice personnel possible de la situation présente, et nous réjouissant de la décadence de nos industries nationales; rien, d'après eux, ne nous faisait plus plaisir que la vue d'un atelier abandonné, d'une fabrique vacante, ou une de ces grandes cheminées renversée et brisée sur le sol. Mais, si l'on prend en considération l'état florissant dans lequel se trouvent actuellement nos fabriques, et la prospérité qui règne dans les cercles manufacturiers, il me semble qu'une véritable révélation doit s'être opérée dans les idées des honorables membres du parti conservateur sur ce point. Qu'entendons-nous dire de tous côtés? Partout, on ne cesse de répéter que les ateliers et les moulins de ce pays sont tous en pleine activité, quelques-uns d'entre eux travaillent jour et nuit, un grand nombre travaillent en dehors des heures ordinaires, et tout cela, dans le but de remplir les commandes qui ne cessent d'affluer à leurs bureaux. J'ai lu, l'autre jour, que la *Nova Scotia Steel Company*, qui a 700 employés à son service, a été obligée de